

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 46/015/2009 – ÉFAI  
24 février 2009

Action complémentaire sur l'AU 39/09 (AFR 46/012/2009, 12 février 2009) – Torture et autres mauvais traitements / Préoccupations d'ordre médical / Prisonniers d'opinion

ZIMBABWE	Fidelis Chiramba (h), 72 ans	] ]
	Gandhi Mudzingwa (h)	] militants du Mouvement pour le
	Kisimusi Dhlamini (h)	] changement démocratique (MDC)

Les militants politiques Fidelis Chiramba et Gandhi Mudzingwa sont actuellement hospitalisés, mais ils risquent d'être renvoyés à la prison de haute sécurité de Chikurubi, à Harare. Un troisième militant, Kisimusi Dhlamini, n'a pas bénéficié des soins médicaux dont il a besoin et qui ne peuvent lui être prodigués qu'à l'extérieur de la prison.

Fidelis Chiramba, âgé de soixante-douze ans, dirige une section du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) dans le district de Zvimba-Sud (province du Mashonaland-Ouest). Il présente des blessures qui seraient dues à des actes de tortures et souffre également d'insuffisance cardiaque. Les autorités pénitentiaires ont attendu le 6 février pour se conformer à la décision rendue le 30 janvier par un tribunal de Harare, qui leur ordonnait de permettre à ce militant d'être examiné dans un hôpital privé. Les médecins de l'établissement de soins Avenues Clinic (Harare) qui ont examiné Fidelis Chiramba ont préconisé son hospitalisation car son état de santé était grave, mais les autorités ont refusé et l'ont ramené à la prison. À la suite d'une deuxième décision de justice datant du 11 février et ordonnant que les trois militants soient examinés par des médecins, Fidelis Chiramba a été conduit à Avenues Clinic le 12 février. Il y est toujours hospitalisé, sous la surveillance du personnel de la prison.

Gandhi Mudzingwa, ancien assistant personnel du président du MDC Morgan Tsvangirai, désormais Premier ministre, présente une tension dangereusement élevée qui pourrait provoquer un accident vasculaire cérébral. Il a également été conduit à Avenues Clinic le 12 février, son état de santé s'étant détérioré. Il y est toujours hospitalisé, sous la surveillance du personnel de la prison.

Il semblerait que tous les détenus séjournant à l'hôpital soient menottés à leur lit. Amnesty International craint qu'ils ne soient renvoyés en prison avant d'avoir pu recevoir tous les soins nécessaires.

Le militant du MDC Kisimusi Dhlamini est toujours détenu à la prison de haute sécurité de Chikurubi. Il n'a pas été hospitalisé, bien qu'un tribunal ait ordonné le 11 février qu'il soit examiné. Selon des médecins d'Avenues Clinic, qui l'ont pris en charge le 6 février, il présentait des blessures pouvant avoir été causées par des coups portés à la plante des pieds, une forme de torture notoirement utilisée par les autorités zimbabwéennes. Si les blessures résultant de ce type de torture ne sont pas soignées correctement, les pieds de la victime risquent d'être amputés.

Les accusations dont ces trois hommes font l'objet portent soit sur le recrutement de jeunes gens destinés à suivre un entraînement militaire, soit sur la perpétration d'attentats à l'explosif contre des dispositifs policiers et des lignes de chemin de fer. Ils nient ces allégations et semblent être victimes d'une pratique bien établie du gouvernement du président Mugabe, qui consiste à harceler et tenter d'intimider les opposants politiques.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Environ 27 prisonniers d'opinion et autres prisonniers politiques sont actuellement détenus à la prison de haute sécurité de Chikurubi. Ces personnes ont été victimes d'une série d'enlèvements qui a débuté en octobre 2008. Malgré les décisions des tribunaux obligeant les autorités zimbabwéennes à déférer les prisonniers à la justice, celles-ci ont régulièrement contrarié les démarches effectuées par les détenus pour bénéficier de soins médicaux.

À la suite de la signature d'un accord sur le partage du pouvoir en septembre 2008, la Constitution zimbabwéenne a été modifiée par le Parlement le 5 février afin d'ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. En février, les différents partis ont également créé un Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC), chargé de contrôler et de mettre en œuvre cet accord. Le JOMIC est composé de 12 membres – la ZANU-PF, parti du président Robert Mugabe, et les deux formations du MDC en ayant désigné chacune un tiers. Il est présidé par trois personnes dont Welshman Ncube, qui remplit ce mandat pour le mois de février. Dans le cadre de ses attributions, le Comité doit régler les questions liées aux violations de l'accord, telles que la détention prolongée de prisonniers politiques.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

**Au responsable de la prison de haute sécurité de Chikurubi :**

- demandez la libération immédiate et sans condition de Kisimusi Dhlamini, afin qu'il puisse bénéficier des soins médicaux dont il a besoin de toute urgence ;
- efforcez-vous d'obtenir la garantie que Fidelis Chiramba et Gandhi Mudzingwa seront bien autorisés à recevoir tous les soins médicaux nécessaires à l'hôpital et ne seront pas renvoyés en prison ;
- exhortez les autorités pénitentiaires à traiter les détenus conformément aux normes internationales applicables dans ce domaine, en particulier à la règle 22.2 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (ONU), qui dispose que les responsables des prisons doivent transférer les détenus malades dont l'état nécessite des soins spécifiques dans des structures spécialisées ou des hôpitaux civils.

**À Welshman Ncube, président du Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC) :**

- demandez la libération immédiate et sans condition de Kisimusi Dhlamini, afin qu'il puisse bénéficier des soins médicaux dont il a besoin de toute urgence ;
- déclarez-vous préoccupé par les informations faisant état d'actes de torture et de privation de soins médicaux concernant les personnes détenues au Zimbabwe en raison de leur militantisme politique ou de leurs activités de défense des droits humains, notamment Fidelis Chiramba, Gandhi Mudzingwa et Kisimusi Dhlamini ;
- indiquez qu'Amnesty International estime que toutes les personnes détenues en raison de leur militantisme politique ou de leurs activités de défense des droits humains sont des prisonniers d'opinion ;
- appelez-le à enquêter personnellement sur les allégations de torture et de manquements de la part des autorités pénitentiaires, afin que les décisions de justice ordonnant que les détenus bénéficient de soins médicaux soient pleinement et immédiatement appliquées ;
- exhortez-le à demander au directeur de l'administration pénitentiaire du Zimbabwe de libérer immédiatement tous les prisonniers d'opinion et d'autoriser leur hospitalisation dans des structures appropriées ;
- priez-le instamment de convoquer de toute urgence une réunion du JOMIC et d'ordonner la libération de tous les prisonniers d'opinion.

**APPELS À :**

Responsable de la prison de haute sécurité de Chikurubi :

Officer in Charge – Chikurubi Maximum Security Prison  
Chikurubi Prison Complex  
Private Bag 7392  
Greendale  
Harare  
Zimbabwe

Formule d'appel : *Dear Officer-in-Charge, / Monsieur,*

Président du Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC) :

Prof. Welshman Ncube  
Chairman of the Joint Monitoring and Implementation Committee  
Courriers électroniques : [wncube@africaonline.co.zw](mailto:wncube@africaonline.co.zw)

Formule d'appel : *Dear Prof. Ncube, / Monsieur,*

**COPIES** aux représentants diplomatiques du Zimbabwe dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 7 AVRIL 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.